

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire

Chartres, le 3 janvier 2018

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Madame la Préfète d'Eure-et-Loir - BPE  
avec présentation au CoDERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE  
L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS INERTES

SMB

COMMUNE DE PRASVILLE

## **1. Identification du pétitionnaire**

La Société des Matériaux de Beauce (SMB), dont le siège social est situé au 2 avenue du Général de Gaulle à Clamart (92 140), est spécialisée dans le secteur d'activité de l'exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin.

## **2. Renseignements sur l'établissement**

Nature : Installation de stockage de déchets inertes (ISDI)

Situation : lieu-dit « Les Carrières » à Prasville (28 150)

Acte administratif :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes n°2011-175-0002 du 24 juin 2011
- Récépissé d'antériorité à la rubrique 2760-3 du 07 avril 2015

## **3. Objet de la demande**

Par courrier du 12 avril 2017, complété les 18 août 2017 et 31 octobre 2017, la SMB a transmis à la préfecture d'Eure-et-Loir un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état pour son installation de stockage de déchets inertes et pour sa carrière, toutes deux situées sur la commune de Prasville.

Cette demande correspond pour l'installation de stockage de déchets inertes à la modification des seuils d'admission des déchets inertes entrant sur l'installation dans la limite d'un facteur 3 et d'un facteur 2 pour le paramètre carbone organique total (COT) comme prévu par l'article 6 de l'arrêté ministériel 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Cette modification demandée des valeurs limites est motivée principalement par :

- la proximité de la région Île-de-France dont certains déchets inertes dépassent pour certains paramètres suivis les valeurs limites fixées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, ainsi que par les chantiers gérés par la société du Grand Paris exécutés dans le cadre du Grand Paris Express avec notamment la ligne 15 et la ligne 18 dont les chantiers sont en cours ou les démarrages sont prévus prochainement ;
- des perspectives de développement du site et les investissements liés ;
- le volume disponible pour l'accueil de matériaux inertes dans l'installation de stockage des déchets inertes autorisé initialement en 2007 et dont l'autorisation court jusqu'au 18 octobre 2037 ;
- l'accès routier favorisé par la proximité du site à la route nationale RN 154.

De plus, la demande de l'exploitant n'entraîne pas de modification du périmètre de l'installation de stockage ou de la durée d'exploitation initiale.

## **4. Analyse de l'inspection des installations classées**

- Modification des conditions d'exploitation :

L'arrêté préfectoral du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes est abrogé par l'article 35 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cet arrêté ministériel est remplacé par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 s'appliquent aux installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 et constituent les conditions minimales à respecter pour permettre l'admission des déchets dans les installations visées.

En conséquence, les dispositions applicables à l'installation de stockage de déchets inertes exploité par la SMB sont à actualiser au regard de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

- **Modification des valeurs limites d'admission :**

Le dossier transmis par l'exploitant mentionne la présence de marnes de Voise au droit du site. Ces marnes constituent une protection argileuse formant une protection contre d'éventuelle pollution de la nappe.

Les marnes de Voise, qui constitue le fond de l'installation de stockage des déchets inertes, présentent une épaisseur d'environ 5 m au droit du site et une perméabilité d'environ  $7 \cdot 10^{-7} \text{ m.s}^{-1}$ .

Le site ne se situe pas dans une zone de protection de captages d'eaux destinés à l'alimentation en eau potable.

Un réseau de suivi piézométrique de la carrière exploitée par la SMB et limitrophe de l'installation de stockage de déchets inertes est constitué de 15 piézomètres traversant la nappe de Beauce, avec trois piézomètres supplémentaires sur la carrière mis en place prochainement. L'écoulement général de la nappe est dirigé vers le sud.

L'exploitant fournit dans son dossier une étude géologique ainsi que des données propres au site permettant de connaître la qualité des sols pouvant accueillir les déchets inertes avec des valeurs limites modifiées. Une étude permettant de vérifier l'innocuité des remblaiements et de situer le niveau d'impact des eaux souterraines a été réalisée au moyen de l'outil HYDROTEX, développé par le BRGM et l'INERIS.

Cette étude conclut que les remblaiements avec des matériaux dont la qualité respecte les seuils de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 augmentés d'un facteur 3 n'ont aucun effet significatif sur la qualité des eaux souterraines.

Le site de l'installation de stockage de déchets inertes présente des caractéristiques géologiques suffisantes pour satisfaire l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, et les conditions de modification des valeurs limites mentionnées à l'annexe II de ce même arrêté.

- **Mesures de contrôle**

Avant la livraison de déchets sur le site, le producteur des déchets transmet à l'exploitant une demande d'acceptation préalable complétée des éléments d'appréciation nécessaires permettant de justifier l'admission des déchets sur le site de stockage.

Des contrôles réalisés par l'exploitant suivants une fréquence définie permettent de vérifier la conformité des déchets reçus par rapport à la demande d'acceptation préalable.

## **5. Conclusion – Proposition**

La modification demandée n'étant pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs, l'inspection des installations classées a établi un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-175-0002.

Ce projet d'arrêté est joint en annexe au présent rapport.

L'Inspection des Installations Classées propose à Madame la Préfète d'Eure-et-Loir, en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, de soumettre à l'avis des membres du COnseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ce projet de prescriptions complémentaires.